



SSCX_2822

**Etablissement Français du Sang
20, avenue du Stade de France
93218 LA PLAINE SAINT DENIS**

PRESTATIONS DE CONSEIL ET D'EXPERTISE SUR LES OUTILS DIGITAUX DE L'ETABLISSEMENT FRANÇAIS DU SANG (EFS)

Appel d'offres ouvert

Article L.2124-2 du code de la commande publique
Articles R.2124-1, R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

SOMMAIRE

1. DEFINITIONS	5
2. OBJET DU MARCHE PUBLIC	6
3. DISPOSITIONS GENERALES	6
3.1. Mode de passation du marché public	6
3.2. Marché sans publicité ni mise en concurrence préalable pour la réalisation de prestations similaires	6
3.3. Mode de dévolution du marché public	6
3.4. Forme du marché public	6
3.5. Estimation du marché public	7
3.6. Durée du marché public	7
3.7. Langue d'exécution du marché public	8
3.7.1. Principe	8
3.7.2. Obligations du Titulaire en matière d'interprétariat	8
3.7.3. Défaut de recours à un interprète	8
4. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE PUBLIC	8
5. EXECUTION DU MARCHE PUBLIC	9
5.1. Développement durable	9
5.1.1. Obligations environnementales	9
5.1.2. Clause d'insertion sociale	9
5.2. Modalités d'exécution de l'accord-cadre donnant lieu à l'émission de bons de commande	9
5.2.1. Emission des bons de commande	9
5.2.2. Délais d'exécution des bons de commande	9
5.3. Utilisation des résultats par l'EFS	10
5.3.1. Identification des résultats	10
5.3.2. Utilisation des résultats par l'EFS	10
5.3.3. Exploitation des résultats créés dans le cadre du marché non soumis à cession exclusive	11
5.3.4. Connaissances antérieures	11
5.4. Traitement et protection des données personnelles (RGPD)	11
5.5. Vérification et admission	11
5.6. Pénalités	11

5.6.1. Pénalités de retard	12
5.6.2. Pénalités pour mauvaise exécution	12
5.6.3. Pénalité pour non-respect des obligations du Titulaire en matière d'interprétariat	13
5.7. Sous-traitance au sens des articles L.2193-1 à L.2193-14 du code de la commande publique	13
6. SUIVI D'EXECUTION DU MARCHE PUBLIC	13
6.1. Réunions de suivi	13
6.2. Relations entre les parties	13
6.3. Confidentialité	13
6.3.1. Obligations du Titulaire	14
6.3.2. Dispositions en cas de non-respect des obligations	14
7. MODIFICATIONS DU MARCHE PUBLIC	15
7.1. Modifications relatives au Titulaire	15
7.2. Clause de réexamen	15
7.3. Suspension du marché en cas de circonstances imprévisibles	15
7.4. Evolutions administratives	16
7.5. Evolutions technologiques	16
8. DEFAILLANCE DU TITULAIRE	16
9. REGLEMENT FINANCIER DU MARCHE	16
9.1. Caractère et contenu des prix	16
9.2. Forme et évolution des prix	17
9.3. Avance	17
9.4. Modalités de facturation et de règlement	17
9.4.1. Facturation	17
9.4.2. Dématérialisation des factures	18
9.4.3. Délai global de paiement	18
9.4.4. Suspension du délai global de paiement	18
9.4.5. Intérêts moratoires	19
9.4.6. Nantissement et cession de créance	19
9.4.7. Renseignement d'ordre comptable	19
10. RESPONSABILITE - ASSURANCES	19

11. RESILIATION DU MARCHE PUBLIC (ARTICLE L.2195-1 ET SUIVANTS DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)	20
11.1. Résiliation pour motif d'intérêt général	20
11.2. Résiliation aux torts du Titulaire	20
11.3. Résiliation pour événements liés au marché	20
11.4. Exécution aux frais et risques	21
12. LITIGES	21
13. OBLIGATIONS DU TITULAIRE AU REGARD DE SA SITUATION FISCALE ET SOCIALE	21

1. DEFINITIONS

Connaissances antérieures : Eléments créés par le titulaire, l'acheteur ou des tiers dans un cadre extérieur au marché (ex. : contenus préexistants ou créés indépendamment du marché)

Connaissances antérieures standards : Eléments soumis à une licence préexistante au marché (exemples : images de banque d'images, achat d'art, typographie)

Comptables assignataires : l'Agent Comptable Principal

Marché public : Marché à forfait et accord-cadre

Pouvoir(s) adjudicateur(s) : l'Etablissement Français du Sang (EFS)

Représentant du(es) pouvoir(s) adjudicateur(s) (RPA) : le Président de l'EFS ou toute personne habilitée en vertu des délégations en vigueur

Résultats : Eléments réalisés spécifiquement par le titulaire dans le cadre du marché (exemples : création graphique spécifique, conception de formation spécifique, étude spécifique)

Sous-traitant (au sens des articles L.2193-1 à L.2193-14 du code de la commande publique) : Personne physique ou morale exécutant certaines parties du marché public autorisée à être sous-traitées, ayant été acceptée et ayant obtenu l'agrément de ses conditions de paiement

Titulaire : Le soumissionnaire auquel le pouvoir adjudicateur notifie le marché public

2. OBJET DU MARCHE PUBLIC

La présente consultation a pour objet la réalisation de prestations de conseil et d'expertise sur les outils digitaux de l'établissement français du sang (EFS).

Le présent CCAP définit les conditions administratives d'exécution des prestations.

Le descriptif technique des prestations et les conditions techniques d'exécution des prestations sont explicités et détaillés dans le CCTP.

3. DISPOSITIONS GENERALES

3.1. Mode de passation du marché public

Le présent marché public est passé sous la forme de l'appel d'offres ouvert, conformément à l'article L.2124-2 ainsi qu'aux articles R.2124-1, R.2124-2, et R.2161-1 à R.2161-11 du code de la commande publique.

En conséquence, la typologie de procédure interdit toute possibilité de négociation(s) avec les candidats soumissionnaires. En outre, les candidats soumissionnaires sont invités à présenter leur meilleure offre dès dépôt de celle-ci, tant sur les aspects techniques que sur les aspects financiers.

L'interdiction de négocier avec les candidats soumissionnaires n'empêche pas le pouvoir adjudicateur de procéder à des régularisations ou d'adresser aux candidats soumissionnaires des demandes de précision(s) sur le contenu, la teneur et la portée de leur(s) offre(s).

3.2. Marché sans publicité ni mise en concurrence préalable pour la réalisation de prestations similaires

Le marché public pourra faire l'objet d'une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires en application et dans les conditions des articles L.2122-1 et R.2122-7 du code de la commande publique.

3.3. Mode de dévolution du marché public

La présente consultation est divisée en 8 lots, chaque lot donnant lieu à un marché public, conformément aux dispositions des articles L.2113-10 et R.2113-1 à R.2113-3 du Code de la commande publique.

Lot	Intitulé
1	Prestation(s) de conseil et d'expertise : gestion des bases de données donneurs et outils associés
2	Prestation(s) de conseil et d'expertise : gestion des rendez-vous donneurs
3	Prestation(s) de conseil et d'expertise : application mobile
4	Prestation(s) de conseil et d'expertise : recette et audit
5	Prestation(s) de conseil et d'expertise : marketing digital
6	Prestation(s) de conseil et d'expertise : marketing automation
7	Prestation(s) de conseil et d'expertise : référencement digital
8	Prestation(s) de conseil et d'expertise : migration de l'intranet

3.4. Forme du marché public

Le marché public issu de la présente consultation constitue un accord-cadre exécuté par l'émission de bons de commande, conformément à l'article L.2125-1 1° ainsi qu'aux articles R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

Cet accord-cadre est mono-attributaire.

L'accord-cadre est conclu avec seulement un maximum de **20 000 000 euros HT** (article R.2162-4 2° du code de la commande publique) pour l'ensemble des lots et valable sur toute la durée de validité du présent marché public :

Lot	Intitulé	Montant maximum contractualisé sur 4 ans
1	Prestation(s) de conseil et d'expertise : gestion des bases de données donneurs et outils associés	9 500 000 euros HT
2	Prestation(s) de conseil et d'expertise : gestion des rendez-vous donneurs	2 500 000 euros HT
3	Prestation(s) de conseil et d'expertise : application mobile	1 500 000 euros HT
4	Prestation(s) de conseil et d'expertise : recette et audit	1 500 000 euros HT
5	Prestation(s) de conseil et d'expertise : marketing digital	1 500 000 euros HT
6	Prestation(s) de conseil et d'expertise : marketing automation	1 500 000 euros HT
7	Prestation(s) de conseil et d'expertise : référencement digital	1 000 000 euros HT
8	Prestation(s) de conseil et d'expertise : migration de l'intranet	1 000 000 euros HT

L'accord-cadre ne comporte pas de montant(s) minimum(s) en montant(s) ou en quantité(s).

Le Titulaire est engagé à concurrence des valeurs maximales.

3.5. Estimation du marché public

Les montants estimatifs renseignés ci-dessous, en fonction du lot considéré, n'ont aucune valeur contractuelle :

Lot	Intitulé	Valeur estimée du besoin sur 4 ans
1	Prestation(s) de conseil et d'expertise : gestion des bases de données donneurs et outils associés	4 500 000 euros HT
2	Prestation(s) de conseil et d'expertise : gestion des rendez-vous donneurs	1 200 000 euros HT
3	Prestation(s) de conseil et d'expertise : application mobile	800 000 euros HT
4	Prestation(s) de conseil et d'expertise : recette et audit	600 000 euros HT
5	Prestation(s) de conseil et d'expertise : marketing digital	600 000 euros HT
6	Prestation(s) de conseil et d'expertise : marketing automation	600 000 euros HT
7	Prestation(s) de conseil et d'expertise : référencement digital	300 000 euros HT
8	Prestation(s) de conseil et d'expertise : migration de l'intranet	400 000 euros HT

TOTAL ESTIMATIF (tout lot(s) confondu(s) : 9 000 000 euros HT

Ces montants estimatifs incluent les reconductions y compris les éventuelles prestations similaires.

3.6. Durée du marché public

Le marché public prend effet à compter de sa date de notification pour une durée ferme de 12 mois.

A l'issue de la première période, le marché public est reconductible tacitement, et ce 3 fois pour une période de 12 mois.

En tout état de cause, la durée de validité de l'accord-cadre ne pourra excéder 4 ans à compter de sa notification au titulaire.

Dans l'hypothèse où le RPA décide de ne pas reconduire le marché public, il en informe le Titulaire par courrier avec accusé de réception au plus tard 2 mois avant l'échéance. Le Titulaire ne pourra renoncer à la reconduction notifiée par l'EFS.

Le refus éventuel explicite du pouvoir adjudicateur de ne pas reconduire le présent marché public ne peut pas donner lieu au versement d'une indemnité compensatrice à la rupture des relations contractuelles à verser au Titulaire.

Les différents délais d'exécution du marché sont précisés dans le CCTP ainsi que son annexe n°1 « modalités de vérification des prestations ».

3.7. Langue d'exécution du marché public

3.7.1. Principe

La langue dans laquelle est exécuté le présent marché public est le français, tant pour les échanges verbaux que pour les communications écrites.

S'ils ne sont pas rédigés en français, les documents du marché public sont accompagnés d'une traduction en français.

3.7.2. Obligations du Titulaire en matière d'interprétariat

En application des dispositions de l'article R.4511-5 du code du travail, faute de maîtrise suffisante de la langue française permettant d'une part la compréhension des informations relatives aux mesures de prévention et de sécurité, et d'autre part la bonne exécution des prestations attendues par le personnel affecté à l'exécution du marché public, le Titulaire pourra être tenu, suite à l'information préalable du pouvoir adjudicateur, de veiller à l'intervention d'un interprète qualifié dans les langues concernées. La prise en charge des frais d'interprétariat se fera aux seuls frais du Titulaire.

3.7.3. Défaut de recours à un interprète

En cas de carence constatée ou du défaut de preuve de la qualification d'un interprète, le pouvoir adjudicateur désigne un ou des interprètes de son choix. Les frais consécutifs seront comptabilisés comme pénalités au titre de l'article afférent au présent CCAP. De plus, après mise en demeure restée sans effet, la résiliation du marché pourrait être prononcée aux frais et risques du Titulaire.

4. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ PUBLIC

Le marché public est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre d'importance décroissant suivant :

- L'acte d'engagement (AE) ;
- L'annexe financière à l'acte d'engagement, le bordereau des prix (BP) ;
- Le présent CCAP et son annexe :
 - o Annexe relative au traitement et à la protection des données personnelles (RGPD) ;
- Le CCTP et ses annexes :
 - Annexe n°1 - modalités de vérification des prestations (intégrée dans le corps du CCTP)
 - Annexe n°2 - récapitulative des livrables (intégrée dans le corps du CCTP)
 - Annexe n°3 - comitologie
 - Annexe n°4 - exigences générales
 - Annexe n°5 - exigences particulières SSI
 - Cadre de réponse technique
- Le Cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG TIC) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 en vigueur à la date de notification du présent marché public ;
- La Proposition technique du Titulaire.

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG TIC, le présent CCAP ne prévoit pas d'article récapitulant les dérogations au CCAG TIC.

Hormis le CCAG TIC applicable, l'exemplaire original des pièces énumérées ci-dessus, conservé par le RPA, fait seul foi. Le Titulaire déclare parfaitement connaître le CCAG TIC applicable bien qu'il ne soit pas matériellement joint au présent CCAP.

Toute clause des conditions générales de vente du Titulaire contraire aux dispositions des CCAP et CCTP est réputée nulle et non écrite.

De façon générale, aucune réserve ou condition qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de la Proposition puis durant l'exécution du marché public ne sera admise. Le Titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les pièces constitutives du marché public désignées au présent article.

5. EXECUTION DU MARCHE PUBLIC

5.1. Développement durable

5.1.1. Obligations environnementales

Voir article 3.6 du CCTP.

5.1.2. Clause d'insertion sociale

Sans objet.

5.2. Modalités d'exécution de l'accord-cadre donnant lieu à l'émission de bons de commande

5.2.1. Emission des bons de commande

L'accord-cadre s'exécute par l'émission de bons de commande établis par le(s) RPA et transmis au Titulaire par tout moyen permettant de leur donner date de réception certaine.

Les bons de commande sont émis à tout moment, à compter de la date de notification de l'accord-cadre. Ils indiquent :

- Le numéro d'enregistrement du présent accord-cadre ;
- La durée de validité du bon de commande ;
- La nature, les références et les quantités de Services concernés ;
- Le prix unitaire contractuel HT des Services ;
- Le montant total HT du bon de commande ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- La date d'exécution souhaitée ;
- Eventuellement, les conditions particulières d'exécution des Services.

5.2.2. Délais d'exécution des bons de commande

Les délais d'exécution sont fixés conformément aux engagements contractuels.
Le contenu des bons de commande est impératif.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG TIC, à compter de la réception de la commande, le Titulaire dispose d'un délai de 5 jours ouvrés pour émettre des observations, par écrit au service Achats.

Le Titulaire est tenu d'exécuter les bons de commande dont les délais d'exécution vont au-delà de la durée du marché public dès lors que ceux-ci lui ont été notifiés avant l'expiration de cette dernière, et

ce, dans la limite de douze (12) mois à compter de la date d'échéance du marché public. Le prix de règlement est le prix en vigueur à la date de commande.

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG TIC, en cas de difficultés prévisibles dans l'exécution d'un bon de commande, le Titulaire en avertit l'Etablissement concerné dans les plus brefs délais. Le Titulaire lui adresse un courrier de confirmation motivé explicitant de manière détaillée et vérifiable la nature de ces difficultés. Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution.

5.3. Utilisation des résultats par l'EFS

Le régime applicable aux résultats est celui prévu au chapitre 7 du CCAG TIC.

5.3.1. Identification des résultats

Les résultats dans le cadre du présent marché sont les suivants : éléments développés par le titulaire dans la cadre du présent marché public sur les applicatifs (documents, paramétrages, développements).

5.3.2. Utilisation des résultats par l'EFS

5.3.2.1. Droit de distribution, de diffusion et de reproduction

Le titulaire cède à l'EFS les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats dans le cadre des besoins et finalités du marché conformément à l'article 7 du CCAG TIC.

Il s'agit du droit de représentation, de reproduction, d'adaptation et de traduction des résultats.

Périmètre :

- Pour le droit de représentation : le droit de représenter tout ou partie des résultats par tout procédé de communication connus au jour de la signature du marché par présentation publique, ainsi que par diffusion sur sites Web, ou encore par exposition, projection, télédiffusion ou radiodiffusion par voie hertzienne, par satellite, par voie numérique, par câble.
- Pour le droit de reproduction : le droit de reproduire tout ou partie des résultats sur tous supports connus au jour de la signature du marché, notamment papier (rapports, plaquettes d'information, documentation), numérique (Internet, intranet), sur tout type d'écran, sur CD – ROM, DVD, vidéocassettes, et ce en tout format connu au jour de la signature du marché (vidéo, image, texte).
- Pour le droit d'adaptation et de traduction : le droit d'utiliser modifier, traduire, arranger, corriger, intégrer en tout ou partie les résultats sur tous supports connus au jour de la signature du marché notamment papier (rapports, plaquettes d'information, documentation), numérique (Internet, intranet), sur tout type d'écran, sur CD –ROM, DVD, vidéocassettes, et ce en tout format connu au jour de la signature du marché (vidéo, image, texte).

Cette cession se fait pour les seuls besoins du marché et dans le respect des droits moraux du ou des auteur(s).

Cette cession vaut à compter de la mise à disposition des résultats, pour tous les pays et pour la durée légale des droits d'auteur.

Le prix de la cession est compris dans le prix du marché du fait de l'absence d'exploitation commerciale des résultats.

5.3.2.2. Confidentialité des résultats

Les résultats sont confidentiels en totalité.

5.3.3. Exploitation des résultats créés dans le cadre du marché non soumis à cession exclusive

Par dérogation à l'article 46.3.1 du CCAG TIC, l'EFS n'autorise pas le Titulaire à exploiter les résultats créés dans le cadre du marché et non soumis à cession exclusive au profit de l'acheteur.

5.3.4. Connaissances antérieures

5.3.4.1. Connaissances antérieures du titulaire

Le Titulaire liste dans son offre technique ses connaissances antérieures standard et non standards, incorporés aux résultats ou fournies pour répondre au besoin du marché.

A défaut d'identification expresse dans son offre, tout élément livré en exécution du marché est réputé être un résultat.

Lorsque le titulaire incorpore des connaissances antérieures dans les résultats ou fournit des connaissances antérieures dans le cadre de l'exécution du marché ou que des connaissances antérieures, sans être incorporées aux résultats, sont strictement nécessaires pour la mise en œuvre des résultats, le titulaire autorise l'EFS à utiliser les connaissances antérieures pour les mêmes droits, durée, territoire et finalités d'utilisation que ceux prévus dans le régime applicable aux résultats.

5.3.4.2. Connaissances antérieures de l'EFS

Sans objet.

5.4. Traitement et protection des données personnelles (RGPD)

Voir annexe au présent CCAP relative à la protection des données personnelles.

5.5. Vérification et admission

Sous réserve des stipulations prévues sur l'annexe n°1 intégrée dans le corps même du CCTP à propos des modalités de vérification des prestations, les opérations de vérification et d'admission des Services s'effectuent conformément aux dispositions du chapitre 5 du CCAG TIC.

En cas de contradiction(s) éventuelle(s) entre les dispositions du CCAG TIC et les modalités de vérification des prestations prévues en annexe n°1 du CCTP, les dispositions spécifiques de l'annexe n°1 prévalent sur les dispositions d'ordre général prévues par le CCAG TIC en matière d'opérations de vérification et d'admission des prestations.

Dans le silence du présent CCAP ou du CCTP, les dispositions du chapitre 5 du CCAG TIC sont applicables par défaut.

5.6. Pénalités

En cas d'application de la présente clause, le Titulaire encourt, de plein droit, et sans mise en demeure préalable, les pénalités prévues au présent article, sans préjudice du non-paiement, pour absence de service fait, des Services non effectués.

Les pénalités éventuelles dont le Titulaire peut être redevable sont déduites du montant du marché public révisé ou actualisé TTC ou des factures correspondants aux bons de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG TIC, aucune exonération de pénalité n'est prévue.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG TIC, le montant total des pénalités ne peut excéder 50 % du montant total hors taxes du marché, en fonction du lot considéré.

En cas de résiliation du marché public, les pénalités de retard sont, le cas échéant, appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation.

5.6.1. Pénalités de retard

Les pénalités sont calculées par rapport aux engagements pris par le Titulaire ou, à défaut, par rapport aux délais maximaux fixés dans le présent marché public à compter du premier jour calendaire de retard et pour chaque bon de commande.

Les manquements du Titulaire à ses obligations sont établis par constat direct de chaque RPA.

En cas de retard dans l'exécution des prestations, le Titulaire encourt, de plein droit, et sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire d'un montant de 500 euros par jour de calendrier de retard.

Les pénalités de retard peuvent se cumuler en cas de manquements contractuels distincts.

5.6.2. Pénalités pour mauvaise exécution

En cas de manquement grave ou répété du Titulaire dans l'exécution des prestations, l'EFS pourra lui appliquer une pénalité forfaitaire dont le montant forfaitaire varie en fonction du manquement constaté :

Catégorie(s) de manquement(s) contractuels(s)	Montant de la pénalité applicable par manquement contractuel
---	--

Pénalité(s) pour manquement(s) technique(s) :

Pénalités pour non-exécution

Sont par exemple considérés comme des manquements susceptibles d'entraîner l'application de cette pénalité :

- La non-réalisation ou la non fourniture des prestations et livrables
- Le non-respect des exigences environnementales

10% du montant total HT commandé (montant indiqué sur le bon de commande)

Pénalités pour non-qualité

Sont par exemple considérés comme des manquements susceptibles d'entraîner l'application de cette pénalité :

- Périmètre de description pas suffisamment couvert ou spécifications non couvertes ou encore manquantes
- Niveau de détail insuffisant entraînant des risques (compréhension, sécurité, contractuel...)
- Manque d'expertise et/ou de compétences d'un profil intervenant sur une prestation
- Manque de maîtrise des processus qualifiés attendus du prestataire prévus au PAQ

5% du montant total HT commandé (montant indiqué sur le bon de commande)

Pénalité(s) pour manquement(s) administratif(s) :

Pénalité forfaitaire - 500 euros par manquement constaté

Sont par exemple considérés comme des manquements susceptibles d'entraîner l'application de cette pénalité :

- Non-respect des obligations en matière de lutte contre le travail dissimulé
- Non-respect de la réglementation liée à l'accessibilité numérique

Pour tout autre manquement contractuel consécutif à une mauvaise exécution des prestations, l'EFS se réserve le droit d'appliquer une pénalité forfaitaire d'un montant de 500 euros par manquement constaté.

5.6.3. Pénalité pour non-respect des obligations du Titulaire en matière d'interprétariat

En cas de non-respect des obligations en matière d'interprétariat ou de défaut de preuve de la qualification de l'interprète, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité correspondant aux frais consécutifs pour le pouvoir adjudicateur, assortie d'une pénalité forfaitaire de deux cent (200) euros par jour de carence constaté.

5.7. Sous-traitance au sens des articles L.2193-1 à L.2193-14 du code de la commande publique

En application des articles L.2193-4, R.2193-3 et R.2193-4 du code de la commande publique, il est rappelé que tout sous-traitant doit préalablement à son intervention au titre du marché public être déclaré à l'EFS afin d'être accepté et que ses conditions de paiement soient éventuellement agréées.

Dans ce cas, le Titulaire doit fournir au pouvoir adjudicateur une déclaration mentionnant :

- a) La nature des prestations sous-traitées ;
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant à l'image des éléments demandés au Titulaire lors de la passation du marché public (confère règlement de la consultation).

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Si le montant des prestations sous-traitées dépasse 600 € TTC, un RIB original du sous-traitant doit également être fourni avec la déclaration.

6. SUIVI D'EXECUTION DU MARCHE PUBLIC

6.1. Réunions de suivi

Voir annexe n°3 au CCTP – comitologie.

6.2. Relations entre les parties

Le Titulaire désigne dans son effectif un représentant unique chargé des relations avec le RPA. Il désigne également nommément les membres de son personnel responsables du déploiement et de l'exécution des Services.

Le représentant du Titulaire est tenu informé de toute demande formulée par le RPA directement auprès des personnels précités.

6.3. Confidentialité

Les supports informatiques et documents fournis par l'EFS au Titulaire restent la propriété de l'EFS. Tant pendant la durée du marché public qu'après son expiration, toutes les informations et/ou tous les documents de toute nature (commerciaux, industriels, techniques, financiers, etc.) et les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal), il en va de même pour toutes les données dont le Titulaire prend connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché public.

Au terme du présent marché public, le Titulaire s'engage, après s'être assuré des modalités relatives à la réversibilité, à détruire l'ensemble des documents/informations mis à disposition par l'EFS. Une fois détruits, le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

Conformément aux dispositions du RGPD et de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le Titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

6.3.1. Obligations du Titulaire

Le Titulaire s'engage à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- Ne prendre aucune copie des documents et/ou supports d'informations qui lui seraient confiés, à l'exception des copies nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent marché public, et à la condition que l'EFS ait donné son accord préalable ;
- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché public ;
- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché public ;
- Prendre toute mesure de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités tout au long de la durée du présent marché public ;
- Au terme du marché public, à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies ;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel auquel le Titulaire a accès dans le cadre du présent marché public ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à accéder aux données à caractère personnel en vertu du présent marché public :
 - S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

L'EFS se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire.

En outre, le Titulaire s'engage à ne pas sous-traiter l'exécution des prestations à une autre personne privée ou publique, physique ou morale, ni procéder à une cession de marché sans l'accord préalable de l'EFS.

6.3.2. Dispositions en cas de non-respect des obligations

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-22 du code pénal.

L'EFS pourra prononcer la résiliation immédiate du marché public, sans indemnité en faveur du Titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

7. MODIFICATIONS DU MARCHE PUBLIC

7.1. Modifications relatives au Titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer le RPA par écrit et communiquer un extrait du registre du commerce et des sociétés mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

Le marché public ne pourra en aucun cas, faire l'objet d'une cession, à titre onéreux ou gracieux, sauf accord écrit et préalable du RPA. De même, le transfert du marché public à la société née de la fusion ou de l'absorption du Titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du RPA.

Dans ces cas, le Titulaire doit en informer le RPA dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché public est cédé :

- Une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent
- Une copie de l'annonce légale
- Les attestations fiscales
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8254-4 du code du travail
- Une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise
- Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société cessionnaire
- Un relevé des nouvelles coordonnées bancaires de la société cessionnaire
- Un numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais du site internet suivant : <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>
- Les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au Titulaire du marché public.

La cession du marché public acceptée par le RPA fera l'objet d'un avenant conclu entre le RPA, la société cessionnaire et la société cédante constatant le transfert du marché public au nouveau Titulaire.

7.2. Clause de réexamen

En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, le RPA pourra, sans que nécessairement un avenant soit conclu :

- Emettre un bon de commande auprès d'un autre fournisseur en cas d'impossibilité pour le titulaire du présent marché d'exécuter les prestations, dans la limite fixée à l'article R.2194-5 du code de la commande publique ;
- Accepter temporairement un rallongement des délais d'exécution du marché.

Pour l'application du présent article, le Titulaire doit au préalable notifier par écrit au RPA les éléments explicatifs relatifs aux circonstances imprévisibles et leur impact sur le marché public. L'accord du RPA est notifié au Titulaire.

7.3. Suspension du marché en cas de circonstances imprévisibles

Il sera fait application de l'article 26 du CCAG TIC.

7.4. Evolutions administratives

Au cours de l'exécution du marché public, le Titulaire informe par écrit le RPA de toute modification de désignation ou de référence de Fournitures objets du présent marché public.

Le RPA prend acte de la modification demandée par courrier recommandé avec accusé de réception, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant dès lors que la modification souhaitée n'a pour objet que la stricte correction d'une erreur matérielle dans la désignation ou dans l'indication des références de la Fourniture considérée, ou l'attribution d'une nouvelle référence à cette Fourniture dont la nature et le prix demeurent par ailleurs inchangés.

7.5. Evolutions technologiques

Le Titulaire informe sans délai le RPA de toutes modifications ou évolutions technologiques qu'il entend apporter aux Fournitures objets du présent marché public.

Sur la base des informations transmises, le RPA décide de la conduite à tenir et la notifie au Titulaire au plus tôt un (1) mois après réception des informations. En fonction de la nature des modifications ou évolutions technologiques proposées, le RPA peut décider de la mise en œuvre d'études complémentaires. A ce titre, le Titulaire s'engage à fournir l'aide technique et les Fournitures nécessaires à titre gratuit. Le Titulaire ne peut mettre en œuvre les modifications avant réception de la notification de la décision du RPA.

A l'exception des cas de mise à disposition de nouvelles Fournitures, toute évolution technologique acceptée par le RPA, dans les conditions décrites au présent article, est sans incidence sur les engagements contractuels volumes minima et maxima de Fournitures indiqués ci-dessus, ou sur les prix du marché public.

En tout état de cause, toute évolution technologique ou l'introduction de nouvelles Fournitures dans le cadre du marché public donnent lieu à la conclusion d'un avenant.

Toute modification acceptée par le RPA donne lieu à une mise à jour de la documentation par le Titulaire. La documentation mise à jour est adressée dans les meilleurs délais par le Titulaire aux RPA.

8. DEFAILLANCE DU TITULAIRE

En cas de non livraison de la Fourniture, de retard ou d'exécution partielle, pour quelque motif que ce soit, et faute d'accord entre les deux parties, l'EFS se réserve le droit de faire appel au prestataire de son choix pour suppléer à la défaillance du Titulaire, aux frais et risques du Titulaire, sans qu'une décision de résiliation aux frais et risques ne soit nécessairement prononcée à son encontre.

9. REGLEMENT FINANCIER DU MARCHE

9.1. Caractère et contenu des prix

Les prix du marché public sont les prix, exprimés en euros HT et TTC, mentionnés dans l'annexe financière.

Il s'agit de prix unitaire(s).

Les prix sont entendus franco de port et d'emballage et comprennent les coûts afférents aux Services.

Ils sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les Services ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires du Titulaire, sans exception(s).

Les prix sont exprimés en euros hors taxe et tous frais compris. La TVA est appliquée au taux légal en vigueur le jour de la livraison.

9.2. Forme et évolution des prix

Les prix sont révisibles annuellement à la date d'anniversaire du marché. La révision se fera sur la base de la formule suivante :

$$P(n) = P(o) [0,15 + 0,85 \times \text{Syntec } (n) / \text{Syntec } (o)]$$

Dans laquelle :

- P(n) est le prix révisé ;
- P(o) est le prix de l'année en cours
- Syntec (n) dernier indice publié à la date de révision
- Syntec (o) indice SYNTEC de référence en N-1 à la date de révision

La révision s'opère à la hausse ou à la baisse.

Le titulaire adresse sa demande expresse de révision des prix au plus tard deux (2) mois avant la date d'anniversaire du présent marché public. La demande doit comporter « *a minima* » les éléments suivants :

- Les nouveaux prix révisés
- Les pourcentages d'augmentation ou de réduction des nouveaux prix révisés.

L'EFS dispose d'un (1) mois, à compter de la réception de la proposition, pour demander des explications, valider l'annexe financière modifiée et le mode de calcul. Passé ce délai, la nouvelle annexe financière est réputée acceptée.

La révision des prix prend effet à la date d'anniversaire du marché.

Les prix ne peuvent augmenter, au cours d'une même année, que de 2% maximum.

Dès lors que la variation du prix dépasse le pourcentage fixé, l'EFS se réserve le droit de résilier le marché de façon unilatérale, c'est-à-dire sans l'accord du Titulaire, et sans que ce dernier, par dérogation à l'article 51 du CCAG TIC, puisse prétendre à indemnité pour compenser la rupture des relations contractuelles.

9.3. Avance

Sauf refus express du Titulaire mentionné dans son acte d'engagement, une avance lui est versée dans les conditions définies aux articles R.2191-3 à R.2191-10 et aux articles R.2191-15 à R.2191-18 du code de la commande publique.

Par dérogation à l'article 11.1 du CCAG TIC, le taux de l'avance est de 10%.

Le remboursement de l'avance s'opère par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire en exécution du marché public conformément aux articles R.2191-11, R.2191-12, R.2191-14 et R.2191-19 du code de la commande publique.

9.4. Modalités de facturation et de règlement

9.4.1. Facturation

Après exécution des prestations, le Titulaire transmet à chaque RPA un exemplaire d'une facture indiquant, outre les mentions légales, les sommes auxquelles il prétend du fait de cette exécution et tous les éléments de détermination de ces sommes.

Les factures comprennent notamment :

- les nom et adresse du créancier ;
- le numéro du marché public ;
- le numéro du bon de commande ;
- le numéro du bon de livraison ;
- la quantité et la désignation des Services exécutés ;
- le montant hors TVA des Services;
- le taux et le montant de la TVA en vigueur ;
- le montant total TTC ;
- la date de facturation ;
- le cas échéant, le numéro de TVA intracommunautaire.

9.4.2. Dématérialisation des factures

Conformément à l'article L.2192-1 du code de la commande publique, les Titulaires ainsi que les sous-traitants admis au paiement direct de contrats conclus par l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics, transmettent leurs factures sous forme électronique en utilisant une solution mutualisée, mise à disposition par l'Etat.

Cette solution s'intitule CHORUS PRO. Elle permettra le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, et sera mise gratuitement à la disposition des fournisseurs.

Les factures, ainsi que tout document jugé utile par le Titulaire ou demandé par le pouvoir adjudicateur, seront adressées à chaque établissement de l'EFS par l'utilisation du numéro de SIRET qui lui est associé.

En vue de faciliter et accélérer le traitement des factures, l'EFS a choisi de rendre obligatoire dans CHORUS PRO le remplissage, par le fournisseur, de la zone « Engagement ». Le numéro de commande et le numéro de marché public, s'il existe, seront à renseigner dans ce champ.

En retour, un suivi du traitement des factures sera transmis au fournisseur via CHORUS PRO, l'informant notamment des statuts suivants :

- facture rejetée, en cas de refus par l'EFS de la facture émise ;
- facture suspendue, en cas de demande de précisions complémentaires nécessaires pour permettre la mise en paiement. Ce statut est réputé donner date certaine à la décision de suspension du délai de paiement par le pouvoir adjudicateur.

9.4.3. Délai global de paiement

Le paiement des factures intervient dans un délai maximum de soixante (60) jours pour les ETS à compter de la date de réception de la facture. La date de réception des factures est constatée par l'Etablissement.

Si la réception de la facture est antérieure à l'acceptation de l'exécution Services, le point de départ du délai de paiement correspondant à la date d'admission de l'exécution des Services, constatée par le bordereau de livraison en l'absence de réserves émises sur ce bordereau.

Si, à l'issue des opérations d'admission, les Services ne sont pas admis ou s'ils sont rejetés à la suite d'une non-conformité documentée constatée dans les conditions définies au CCAP, elles donnent lieu à un avoir.

Le RPA se libère des sommes dues par virement administratif sur le compte du Titulaire.

9.4.4. Suspension du délai global de paiement

En cas de présentation d'une facture non conforme, ce délai peut être suspendu une fois.

Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire via un encodage CHORUS ou par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Elle précise les raisons qui, imputables au Titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la réception par l'Etablissement, de la totalité des justifications qui ont été réclamées au Titulaire.

A compter de la réception de ces justifications, un nouveau délai commence à courir dans les conditions prévues à l'article R.2192-29 du Code de la commande publique.

9.4.5. Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai susmentionné donne droit au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant forfaitaire de 40 euros et fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire. Ils courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente avant le premier jour calendaire du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points.

Le Titulaire ne pourra, en aucun cas, se prévaloir d'un retard de paiement, pour suspendre ou interrompre l'exécution des prestations qui lui incombent en application du présent marché public.

9.4.6. Nantissement et cession de créance

Le nantissement et la cession de créance s'effectuent conformément aux articles R.2191-45 à R.2191-63 du code de la commande publique.

Par dérogation aux articles 4.2.1 et 4.2.2 du CCAG TIC, seuls seront notifiés au Titulaire les documents suivants :

- La copie de l'acte d'engagement et de l'annexe financière.

L'EFS délivre uniquement l'exemplaire unique / le certificat de cessibilité en vue de la cession de créance sur demande écrite du Titulaire.

9.4.7. Renseignement d'ordre comptable

Le Comptable public assignataire des paiements est l'Agent Comptable Principale de l'EFS désigné dans l'acte d'engagement pour les besoins de l'EFS ;

La personne habilitée à donner les renseignements mentionnés à l'article R.2191-54 du code de la commande publique est le RPA pour les créances qui le concerne.

10. RESPONSABILITE - ASSURANCES

Le Titulaire a la responsabilité de la bonne exécution des prestations décrites au marché public. Cette responsabilité est étendue aux conséquences dommageables, corporelles, matérielles et immatérielles à l'égard des tiers et cocontractants des pouvoirs adjudicateurs du fait des prestations fournies par le Titulaire.

Le Titulaire et les sous-traitants désignés dans le marché public devront justifier au moment de la notification du marché public, puis en cours d'exécution, au moyen d'une attestation portant mention du nom de la compagnie, de l'étendue de la garantie, de la date d'expiration des garanties prévues au contrat, d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de responsabilité civile qu'ils encourent vis-à-vis des tiers et de l'EFS en cas d'accident ou de tous dommages causés à l'occasion de l'exécution du marché public.

L'attestation devra être remise dans le délai de 15 jours après demande de l'EFS au Titulaire.

11. RESILIATION DU MARCHE PUBLIC (ARTICLE L.2195-1 ET SUIVANTS DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)

11.1. Résiliation pour motif d'intérêt général

Le RPA peut mettre fin à tout moment à l'exécution du marché public, pour tout motif d'intérêt général, par décision unilatérale notifiée par écrit au Titulaire.

Par dérogation aux articles 47 et 51 du CCAG TIC, dans la mesure où le présent marché public ne comporte pas d'engagement minimum contractuel, aucune indemnité n'est due dans ce cas.

Par dérogation aux articles 47 et 51 du CCAG TIC, en cas de résiliation unilatérale prononcée par le pouvoir adjudicateur pour cause de motif d'intérêt général, le Titulaire n'a droit à aucune indemnité de résiliation.

La conclusion d'un marché public sur des prestations identiques ou incluant l'objet du présent marché public pour répondre aux besoins de l'ensemble des établissements de l'EFS peut constituer un motif d'intérêt général qui justifie la résiliation du présent marché public sur le fondement des dispositions susvisées, sans que la décision de résiliation ne puisse ouvrir droit à indemnité au bénéfice du Titulaire du présent marché public, y compris dans le cas où ce dernier n'est pas l'attributaire dudit marché public national.

11.2. Résiliation aux torts du Titulaire

Sans préjudice des dispositions ci-dessus, l'EFS peut procéder à la résiliation du marché public en application de l'article 50 du CCAG TIC, pour mauvaise exécution du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité :

- Faute du Titulaire ou son incapacité manifeste et durable à satisfaire à l'exécution de ses obligations, constatée par l'EFS ;
- Tout manquement aux obligations de confidentialité mentionnées ci-dessus.
- En application des articles D. 8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger, Les pièces mentionnées à l'article D. 8254-4 du code du travail, l'inexactitude des renseignements fournis à l'EFS ou la non production, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché public, des pièces prévues à l'article D 8222-5 du code du travail, et ce, sans préjudice de poursuites ultérieures éventuelles.
- S'il n'a pas corrigé les irrégularités aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et à la déclaration des salariées de l'entreprise dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure du Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

L'EFS peut résilier le marché public à la condition d'avoir préalablement notifié par écrit la mise en demeure demandant au Titulaire de remédier aux défaillances dans les délais indiqués. La mise en demeure doit être restée infructueuse.

La résiliation prendra effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de notification.

11.3. Résiliation pour évènements liés au marché

Conformément à l'article 49.1 du CCAG TIC, l'EFS peut résilier le marché dans les deux cas suivants :

- Lorsque le titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché
- Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un évènement ayant le caractère de force majeure

Par dérogation aux articles 3.8.3 et 49.2 du CCAG TIC, le titulaire ne dispose pas de la faculté de demander la résiliation du marché pour bon de commande tardif.

11.4. Exécution aux frais et risques

L'EFS se réserve la possibilité de faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues au marché aux frais et risques du Titulaire dans les cas et selon les modalités prévues à l'article 54 du CCAG PI.

12. LITIGES

Les parties conviennent de rechercher en cas de litige un accord amiable, et faute de l'obtenir de s'en remettre aux juridictions administratives compétentes. Elles élisent pour ce faire domicile en leurs sièges sociaux respectifs.

13. OBLIGATIONS DU TITULAIRE AU REGARD DE SA SITUATION FISCALE ET SOCIALE

Le Titulaire remet tous les six mois jusqu'à la fin du présent marché public les pièces mentionnées aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail.

Il s'agit, lorsque le Titulaire est établi en France, en vertu de l'article D 8222-5 susmentionné :

- d'une attestation de vigilance délivrée en ligne sur le site de l'URSSAF ;
- d'une attestation fiscale justifiant de la régularité de sa situation fiscale (paiement de la TVA et de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés) ;
- d'un numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais du site internet suivant : <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>.

En cas de Titulaire établi dans un autre Etat, il s'agit des documents réclamés aux articles D 8222-7 et D 8222-8 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire domicilié en France sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'EFS, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>